



Communiqué de presse

Le CPA appelle à l'écoute des appels de l'enquête nationale des FFADA et considère la baisse du financement de la police comme une étape vers la réconciliation

Le 10 juin 2020 (Ottawa, ON) – Le Congrès des peuples autochtones (CPA) demande une baisse du financement des 161 services de police municipaux et de la GRC au Canada et la réaffectation des ressources aux besoins communautaires et aux soutiens sociaux. Ces mesures seraient en accord avec les demandes de réaffectation des ressources à la sécurité et aux programmes communautaires dirigés par les Autochtones produits par l'Enquête sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées (FFADA),

Selon la John Howard Society, en 2018, les contribuables canadiens ont dépensé 20 milliards de dollars par sur la «Justice». De ce budget, selon Statistique Canada, pour l'année 2017-2018, les dépenses de fonctionnement totales de tous les services de police au Canada se sont élevées à 15,1 milliards de dollars par année.

Pendant ce temps, le Canada continue d'avoir l'un des niveaux de dépenses sociales les plus bas de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)¹ avec 17,3 pour cent du produit intérieur brut (PIB), comparativement à une moyenne de l'OCDE de 21 pour cent. En 2017-2018, le salaire moyen des policiers au Canada était de 99 000 \$ plus les avantages sociaux par année. À titre de comparaison, le salaire maximal des préposés aux services de soutien à la personne s'occupant de personnes âgées et vulnérables de la société en Ontario est de 38 000 \$ par année.

«Après des siècles de discrimination, d'inégalité et d'oppression, il est temps que nous baissions le financement des services de police partout au Canada et affections cet argent à des programmes de justice réparatrice et à des soutiens adéquatement financés pour nos peuples. Le modèle policier actuel, "Nous contre les communautés autochtones" ne fonctionne pas », a déclaré Kim Beaudin, vice-chef nationale du CPA.

Le récent meurtre de Chantel Moore de la Première nation Tla-o-qui-aht à Edmundston, au Nouveau-Brunswick, fait d'elle la dixième victime d'une fusillade à la suite d'un contrôle de bien-être par la police au Canada depuis 2013.

«Les peuples autochtones du Canada continuent de faire face à une épidémie de sous-protection et de sur-police » a déclaré le vice-chef national du CPA, Kim Beaudin. «Les services de police du Canada sont mal équipés pour gérer les personnes ayant des problèmes de santé mentale. Le tir ne devrait pas être la première réaction des policiers. »

– supplément –

¹ <https://data.oecd.org/social-exp/social-spending.htm>

Le CPA recommande des mesures qui soutiendraient la lutte contre l'épidémie de violence à laquelle sont confrontés les peuples autochtones et mettent pleinement en œuvre les appels à la justice de l'enquête des FFADA en matière de maintien de l'ordre, notamment:

- Exiger immédiatement la collecte de données fondées sur la race par tous les services de police du Canada, y compris les arrestations, les accusations, les incidents de recours à la force et le nombre d'agents qui ont répondu
- Arrêter la criminalisation des personnes sans-abris
- Arrêter la criminalisation des addictions
- Arrêtez le profilage racial
- Maintenir la police à un niveau plus élevé grâce à des enquêtes communautaires entièrement indépendantes sur les incidents de recours à la force et les fautes professionnelles, avec le pouvoir d'exiger des accusations criminelles et de renvoyer les agents
- Introduire une législation pour traiter les problèmes de préjugés raciaux et de brutalités policières

« Les gouvernements et les services de police doivent faire preuve d'autocritique et admettre qu'il existe un racisme systémique au sein de leurs ministères et organisations », a déclaré le vice-chef national de CPA, Kim Beaudin. « Les tribunaux fédéral et provinciaux doivent assumer la responsabilité du respect des droits et libertés garantis par la Charte des droits. Au cours de la dernière décennie, la police a saccagé nos droits personnels garantis par la Charte et piétiné l'esprit et l'intention de la constitution du Canada. »

-30-

Pour les demandes d'entrevues, veuillez contacter:

Jessica Dawson, Adjointe executive
613-747-6022

j.dawson@abo-peoples.org

Le Congrès des peuples autochtones est la voix nationale représentant les droits, les intérêts et les besoins des Métis, des Indiens statués et non statués, et des peuples Inuits du Sud vivant hors réserve. Aujourd'hui, plus de 80 pour cent des autochtones vivent hors réserve au Canada.